



Tribune Socialiste N°629
28 Septembre 1974
Page 5

Emploi

Vers la crise ?

*Cette fois
il est grand temps
de crier au
loup*



Les travailleurs et leurs organisations ont toujours mis la sécurité de l'emploi au premier rang de leurs revendications. Les gouvernements modernes ont été amenés à tenir compte de ces exigences et depuis plusieurs années — notamment en France — ils s'efforcent de limiter, le chômage. La vérité est qu'ils y sont parvenus. On pourrait dire bien sûr que s'il n'y avait qu'un chômeur en France, ce serait un de trop. Mais on sait que dans une économie en croissance, c'est-à-dire où certaines entreprises meurent et où d'autres naissent et se développent, il n'est pas possible que la structure de l'emploi reste immobile : le problème n'est pas de conserver à chacun le même emploi toute sa vie, car c'est alors à coup sûr la bureaucratie et la faillite de l'économie ; le problème est de garantir à chacun un emploi et notamment de garantir le maintien du salaire pendant la période de passage d'un emploi à un autre.

Cette revendication est certes loin d'être satisfaite ; mais si on limite l'analyse du passé récent au calcul du nombre de chômeurs, la vérité est de dire, comme nous l'avons fait, que la situation n'a pas été mauvaise. Les organisations socialistes ne seront crédibles qu'en attaquant sur les terrains où la bourgeoisie est faible : elles n'ont rien gagné dans les années 30 à défendre la thèse de la paupérisation absolue ni, ces dernières années à parler d'une crise de l'emploi, parce que, dans les deux cas, le pouvoir n'a eu aucun mal à démontrer que c'était faux. Et le dicton populaire ajoute pour sa part qu'à trop crier au loup on n'est plus écouté par personne. Or, voici précisément qu'arrive le jour où il faudrait crier au loup parce que, cette fois-ci, l'emploi est incon-

testablement et sérieusement menacé.

Les difficultés présentes du capitalisme sont de deux ordres : économique et financier.

Le problème économique n'est pas à court terme le plus grave, mais il pourrait le devenir. Il s'agit bien sûr de la répercussion de l'inflation sur la marche des affaires. Notre pays n'a jamais connu dans son histoire de hausses de prix analogues à celles d'aujourd'hui ; il s'était habitué à vivre depuis quinze ans avec 5 % de croissance et 3% d'inflation. Mais lorsque ce 3 % est multiplié par cinq ou six, ce sont tous les équilibres économiques qui sont atteints. Les plus grosses entreprises peuvent franchir le cap (encore que le problème pétrolier vienne s'ajouter à celui de l'inflation et menacer certains grands secteurs) mais les petites entreprises ne peuvent pas suivre le rythme. Lorsque leur situation commerciale était déjà médiocre, cette explosion inflationniste vient leur donner le coup de grâce ; et c'est pourquoi on voit s'allonger la liste des dépôts de bilan. La politique gouvernementale de blocage du crédit n'arrange pas les choses au point que l'on peut se demander si elle n'est pas volontairement poursuivie pour accélérer la restructuration du tissu des entreprises françaises, au profit des plus grosses d'entre elles. Giscard est le porte-parole du capital moderne : sa politique du crédit en est le premier indice.

A court terme, ces fermetures d'entreprises ne sont peut-être pas le problème le plus grave malgré la situation évidemment difficile dans laquelle se trouvent les travailleurs concernés. Mais à moyen terme (d'ici la fin 1975), le ralentissement indispensable de nos importations

énergétiques risque de peser sur la croissance générale de l'économie et donc sur l'emploi. Le PSU dénonce, notamment depuis son « Manifeste de Toulouse », ce type de croissance qui mène à l'impasse ; il propose une autre forme de développement qui tienne compte des nouvelles conditions économiques mondiales et permette de maintenir l'emploi. Une fois de plus, cette analyse va s'avérer la réponse juste aux difficultés qui s'amoncellent sur le capitalisme.

Sur le plan financier. Le problème le plus grave à court terme est d'ordre financier. En effet, la crise monétaire internationale brusquement aggravée par l'affaire pétrolière provoque une redoutable crise de liquidités en Occident. A cela s'ajoute le fait que l'inflation a tari les sources de financement à long terme et que les banques ont donc été obligées de prêter à long terme des dépôts qu'elles avaient reçu à court terme. Il y a là un problème de trésorerie redoutable qui, par la mise en faillite de quelques établissements bancaires importants, pourraient avoir des retentissements sérieux sur l'activité économique.

En définitive, il est vraisemblable que les gou-

vernements occidentaux parviendront à mettre en place un système efficace de soutien aux banques menacées et qu'ils ne se laisseront pas entraîner, comme en 1929, dans un écroulement en chaîne de l'appareil bancaire. Il reste que, tant que ce système de secours n'est pas en état de marche, le danger demeure. Mais, en dernier ressort, c'est bien l'impasse pétrolière de notre commerce extérieur qui constitue le nuage le plus noir. Elle est porteuse d'une grave crise de l'emploi si on ne se décide pas à modifier notre modèle de croissance ; mais comment le capitalisme pourrait-il le faire ? A moins que, comme certains dirigeants industriels et financiers commencent à le murmurer, le capitalisme décide d'une intervention militaire pour « ramener les Arabes à la raison ». Il faudrait alors craindre que la croissance capitaliste ne se contente pas de piller les ressources du globe mais que pour atteindre ce but elle mette la paix du monde en danger.

Jacques GALLUS